

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz
**BREXIT :
 IL NE FAUDRA PAS
 S'ÉTONNER**

Donc, on y serait... L'accord sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a été conclu entre les deux parties et avalisé ce mercredi par le gouvernement britannique. Ce moment constitue l'étape la plus déterminante du processus depuis que la Première ministre Theresa May a formellement notifié à l'Union, le 29 mars 2017, la décision de la quitter. Mais il serait hasardeux de prédire que l'essentiel est fait. On le dira lorsque l'accord aura été adopté par le Parlement britannique : forcer la main à ses ministres récalcitrants paraîtra rétrospectivement comme une promenade de santé lorsqu'il s'agira pour Theresa May de trouver une majorité parlementaire pour l'approbation de cet accord. Il faut espérer que ce sera le cas. D'abord, et tout simplement, pour faire cesser ce supplice chinois politique que le Royaume-Uni s'est infligé à lui-même mais aussi à l'Europe des 27. Le Royaume-Uni nous avait habitués en 44 ans d'appartenance à exercer à termes réguliers un chantage sur le reste de l'UE pour obtenir satis-

faction sur toutes sortes d'intérêts particuliers ou projets communs. Mais dans le cas du Brexit, il a fait plus fort, obligeant les 27 à scruter, dans les viscères déballés de la politique britannique, les chances que ses protagonistes s'accordent entre eux sur le Brexit.

Par ailleurs, du point de vue strictement européen, l'accord n'est pas mauvais. Il prévoit que Londres assumera toutes ses obligations financières contractées dans le cadre de l'UE. Et même s'il conduira à une situation plus défavorable que si le Royaume-Uni était resté membre, le schéma d'un maintien britannique dans l'Union douanière lors de la période de transition, qui a de fortes chances de devenir définitif, est le meilleur pis-aller possible pour les 27 : le Royaume-Uni

Faire cesser ce supplice chinois politique que le Royaume-Uni s'est infligé à lui-même

restera dans une large mesure intégré économiquement à l'UE, mais sans plus aucune voix au chapitre. Que rêver de mieux, en somme ?

Du point de vue britannique, par contre, on ne voit pas comment aucun des camps politiques peut trouver la moindre qualité à ce texte, sinon qu'il existe. Pour les Brexiters, la perspective de rester au moins deux ans, peut-être trois, et peut-être même indéfiniment

dans l'Union douanière européenne, serait en contradiction flagrante avec le principe même du Brexit. Le Royaume-Uni ne pourra pas conclure des accords commerciaux avec d'autres pays, comme le rêvaient non sans vanité et illusions les Brexiters. Et le pays sera lié par des règles sur lesquelles il n'aura rien à dire et dont l'application sera surveillée par la Cour européenne de justice. « *Un Etat vassal* », a dit Boris Johnson qui, pour le coup, n'a pas tort.

Quant aux partisans du maintien dans l'UE, ils ont les meilleures raisons d'enrager : plutôt que de rester un puissant et influent membre de plein droit du premier bloc commercial au monde qu'il a contribué à créer, le Royaume-Uni en restera un membre partiel. Et le fait de devoir en subir la loi sans participer à sa fabrication sera, pour ces proeuropéens, au moins aussi insupportable que pour les partisans d'une coupure nette. Une « *capitulation* », selon l'ex-Premier ministre Tony Blair.

Tout cela pour cela ? Cet accord est le résultat de la folie collective britannique et la démonstration de la profonde inanité, dont les Britanniques seront les grandes victimes, de sa classe politique. Il ne faudra pas s'étonner si les « *jours difficiles qui s'annoncent* », selon Theresa May, déboucheront *in fine* sur un rejet de cet accord et une sortie brutale qui s'apparentera à une chute de la falaise.